

Le vrai changement, c'est en 2012



Déclaration de Martine Aubry le 16 novembre 2010

« Comme tous les Français, j'ai vu ce soir un Président hésitant et déboussolé, un Président qui donne l'impression de ne pas savoir où il va.

J'ai entendu un Président qui ne comprend pas le pays et qui paraît totalement éloigné des problèmes des Français. Rien ne va, il l'a dit d'ailleurs à plusieurs reprises, et pourtant il ne change rien.

Dimanche, il a reconduit le même Premier ministre. Ce soir, il annonce qu'il conduira la même politique.

Nous avons assisté à un exercice d'autojustification confus et brouillon. Il a beaucoup parlé de lui et très peu des Français. Avec, comme toujours avec le président de la République, des contre-vérités : « nous serons à l'équilibre du régime de retraite en 2020 », alors que tous les économistes ont montré que cette réforme injuste ne règlera pas les problèmes, c'est

au mieux la moitié du déficit qui sera comblé ; il dit qu'il n'augmentera pas les impôts, alors qu'ils sont en hausse de 10 milliards dans le budget 2011.

On attendait des réponses sur la sortie de la crise économique. Après avoir fait croire une fois de plus que la France s'en sortait mieux que les autres - alors que le chômage baisse depuis deux ans en Allemagne, on a eu droit à de vagues promesses sur l'emploi. Un an de formation pour les salariés licenciés, qui peut y croire, alors qu'on assiste à une réduction des moyens de la politique de l'emploi sans précédent et notamment des emplois aidés qui mettent en difficulté toutes les associations de notre pays ?

Les Français l'ont dit avec une grande force pendant ce mouvement sur les retraites, ils veulent et ils plébiscitent la justice et la solidarité. Là-dessus, nous n'avons rien eu. On attendait des réponses en matière de justice sociale, rien. Rien sur le logement social alors que le budget, actuellement au Parlement, prend 350 millions d'euros au logement social et baisse encore

L'AGENDA

Égalité réelle

2 décembre

► Vote dans les sections du texte adopté par le Conseil national du 9 novembre 2010

11 décembre

► Convention nationale Égalité réelle à la Halle Freyssinet (Paris 12^e)



L'info en continu

Benoît Hamon, 14/11/10

Tergiversations

« C'est la reconduction d'un Premier ministre en échec sur toutes les questions importantes. Cela donne un relief particulier à ces mois de tergiversations, à ce feuilleton du remaniement interminable où au bout du compte le pouvoir aura donné le spectacle d'une classe politique totalement égocentrée, repliée sur elle-même et sur ses querelles et objectivement désintéressée de la vie quotidienne des Français ».

Harlem Désir, 15/11/10

Repli

« Pendant des mois, on nous a dit qu'il y aurait un remaniement qui permettrait de donner un nouveau souffle à ce quinquennat or, ce à quoi nous avons assisté, c'est une opération de repli, de claquemurage de la majorité sur elle-même. On est dans un décalage complet avec l'attente des Français d'une autre politique ».

François Hollande, 15/11/10

Rétrécissement

« C'est une équipe de la continuité, puisque François Fillon a été reconduit avec la plupart des ministres, mais dans le rétrécissement. Ce qui est très frappant, c'est que ce remaniement qui a été annoncé comme celui du changement autour de Nicolas Sarkozy devient celui de la continuité autour de François Fillon ».

la production de logement social. Rien sur la santé alors qu'on vient de réduire encore les remboursements. Rien sur l'éducation non plus. Rien sur tous ces sujets, ou plutôt une satisfaction du président de la République à nous dire qu'il va continuer à casser les services publics, c'est à dire à casser la France qu'on aime.

Le chômage des jeunes n'a jamais été aussi élevé, les plus de 50 ans sont exclus de la vie active, d'où le problème aussi des retraites. Les Français ont de plus en plus de mal à boucler les fins de mois, la prise en charge de la dépendance des personnes âgées angoisse les familles et le Président y répond avec des mots creux sans la moindre perspective, sans la moindre vision.

Sur toutes ces questions, soit un silence absolu soit des réponses creuses sans la moindre précision, sans la moindre vision. On attendait un cap après ce remaniement, on n'a rien eu.

Les Français savent que le pays doit faire des efforts, mais ils demandent une juste répartition de ces efforts. Ils demandent la justice sociale, alors que le Président évoque la suppression de l'ISF, qui ajoutera de l'injustice à l'injustice. Il ouvre la voie au recours à des assurances privées pour la prise en charge de la dépendance des personnes âgées qui conduira inévitablement à deux formes de prise en charge de la dépendance : celle pour les riches et celle pour les autres.

Quant à l'insécurité, il tire le bilan que rien ne va, alors qu'il est personnellement en charge de ce dossier depuis 2002 !

La suite est malheureusement écrite : la réalité, les faits parlent contre Nicolas Sarkozy. Je dois dire que j'ai été assez choquée de voir que ses seuls mots de compréhension, de compassion sont allés vers Eric Woerth, et pas aux chômeurs, à ceux qui étaient dans la rue pour défendre la justice de leur retraite. Eric Woerth exclu du gouvernement, c'est finalement une acceptation de ce que nous avons toujours dénoncé, c'est-à-dire, le conflit d'intérêt et ces affaires qui rongent notre République.

Très fortement, j'ai envie de dire qu'alors que notre pays est en crise économique, sociale et morale, le président de la République doit être là pour unir le pays, or il a continué à diviser. Il stigmatise une fois de plus les étrangers et les Roms.

Ce pays attend des solutions, le pays attend des décisions pour sortir de la crise et contre les inégalités, ce soir il attend toujours. Cela nous confère une immense responsabilité : celle de porter pour 2012 une autre politique qui permettra le redressement de la France et une société plus juste et plus efficace. Tout ne sera pas possible, mais tout ce qui sera possible sera fait. Je veux dire aux Français : nous y sommes prêts ».

CONSEIL DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

La sphère socialiste en conseil à Paris

« Quand j'ai proposé de tenir cette réunion de l'IS à Paris, Georges Papandréou, notre Président, m'a répondu qu'au moins j'étais assuré d'avoir du monde », se souvient Jean-Christophe Cambadélis. Plus de 400 délégués socio-démocrates venus du monde entier se sont ainsi retrouvés à Paris lundi 15 et mardi 16 novembre lors du Conseil de l'Internationale socialiste. Martine Aubry a ouvert les débats rappelant que « Le développement ne vaut que s'il est partagé par tous » et réaffirmant sa « confiance dans le multilatéralisme pour répondre aux défis mondiaux ». Alors que le G20 de Séoul s'est achevé sur une déception, Ségolène Royal est intervenue sur la régulation économique rappelant qu'il n'y a pas de progrès humain « sans justice, volonté, et courage, qui sont les trois valeurs à défendre ». Laurent Fabius est intervenu sur le sujet de la prévention des risques et des conflits. « En 1974, il y avait 40 démocraties, a-t-il rappelé, aujourd'hui, elles sont plus de 120 mais les conflits restent

nombreux. Il y a trois leçons à tirer, la démocratie est un préalable à la paix, elle se construit par un effort de développement et enfin, une démocratie à l'échelon national n'est pas séparable du renforcement de la démocratie politique, économique, sociale à l'échelon international ». Juste avant le Sommet de Cancun sur le climat, Jean-Christophe Cambadélis a lancé « l'appel de Paris » sur le changement climatique. « J'aimerais que cette déclaration

soit un encouragement, qu'elle soit reprise par tous les socialistes et tous les socio-démocrates dans le monde, que chaque parlementaire la rende publique, pour montrer que, de l'Argentine au Japon, de l'Irlande à l'Afrique du sud, les socialistes se mobilisent pour la réussite de Cancun ». Le sommet de Cancun se tiendra du 29 novembre au 10 décembre d'ici là « L'appel de Paris » aura essaimé dans toute la sphère socialiste.



Le Forum sur la ville s'est tenu à Lille, sous la présidence de Djamel Klouche, architecte-urbaniste et de René Vandierendonck, maire de Roubaix et en présence de Martine Aubry

1^{ère} table-ronde : la ville intense

Dans cette première table-ronde, il s'agissait de définir la ville intense, « une question qui doit être posée en termes d'intensité des relations sociales » a posé Philippe Panerai, architecte-urbaniste. Pour que cette ville intense soit une ville de relations intenses et « plutôt heureuses », des emplois, des services publics et des transports doivent être mis à disposition des habitants. « Quelques soient ses revenus, on a le droit d'avoir un cadre de vie préservé et ressourçant, résume Thierry Repentin, président de l'USH, il faut que le lieu soit choisi et non pas subi, il ne doit pas s'agir d'une assignation à résidence ». Sur la notion de choix, Jean-Pierre Sueur, sénateur du Loiret, va encore plus loin en rappelant les critères de la loi SRU : « Si on vit les 20% de logements sociaux comme une contrainte, cela ne marchera pas, il faut de la mixité sociale et fonctionnelle. Il faut créer l'envie et le désir d'habiter quelque part », le contraire donc de cette ville « repoussoir » ainsi qualifiée par Marylise Lebranchu. Interpellée sur l'expérience parisienne, Anne Hidalgo a ainsi

Djamel Klouche :
« La ville intense c'est la ville ouverte, partagée, elle crée des lieux communs, elle est mobile, elle se lit et se comprend à différentes échelles. C'est une ville mixte et diverse ».

rappelé que « La ville doit avoir des espaces de respiration, des espaces publics soignés pour que les gens se rencontrent ». Pierre Cohen, maire de Toulouse, a fait également partager son expérience de maire d'une grande ville sortie morcelée de trente ans de politique de la ville. « La ville est un endroit lumineux, c'est un lieu d'excellence où se côtoient le beau et le bien. Penser la ville globalement c'est penser un projet de société », a-t-il expliqué. Après avoir mis en garde sur les dangers qu'il y aurait à reproduire « à l'horizontal les problèmes connus dans l'habitat vertical », Cristina Conrad, présidente des architectes-conseils de l'État, a appelé à l'établissement « d'un droit à la ville comme d'un droit au logement, ce qui obligera à la créativité et à l'inventivité des architectes ». Laurence Rossignol, SN à l'environnement, a conclu cette table-ronde en rappelant les trois enjeux de la ville intense : « réfléchir à la biodiversité dans la ville, penser les énergies pour 2050 pour que la ville soit sobre, changer de paradigme économique. La ville doit être lumière mais une lumière basse consommation comme les ampoules ».

2^e table-ronde : La ville solidaire

Cinq millions de Français vivent en zone urbaine sensible. Il y a près de 100 quartiers en France classés en grande pauvreté. « Alors que ces quartiers représentaient des valeurs, trente ans plus tard, ils représentent des coûts, explique Philippe Vignaud, architecte-urbaniste, il faut trouver des outils pour sortir de la détestation, dézoner nos territoires et nos manières de penser. On n'a pas fait le choix de faire entrer ces populations dans la République ». Les mots sont durs mais ils disent la réalité des banlieues et le ressenti des habitants. Nordine Nabili, président du Bondy Blog, explique ainsi comment, il est devenu « un jeune arabe » quand son père a été licencié des usines Peugeot de Mulhouse. Avant il était un gamin Peugeot. « On nous a renvoyés à la manière dont la société nous percevait ». Ce que Claude Dilain, maire de Clichy-sous-Bois et président de Ville et banlieue, résume par « la mixité sociale ne se décrète pas elle se construit ». De même, en prenant l'exemple des Ulis, ville dont elle est maire, Maud Olivier liste les initiatives qui peuvent apporter le changement, droit de vote aux résidents non-communautaires, opération « un stage j'y ai droit » pour les élèves de collège, « la promotion de la diversité est une esquivé de la lutte contre les discriminations, elle ne lutte pas contre les inégalités. En cessant d'opposer les citoyens, on déconstruira les stéréotypes. La ville solidaire doit être une ville partagée » définit-elle. Michel Destot,

maire de Grenoble, ne se satisfait pas du seul vivre ensemble « le but de l'opération est de mettre en mouvement les populations, leur donner un but, une visée », explique-t-il. En conclusion Marianne Louis, SN à la politique de la ville, a retracé rapidement la réalité de ces quartiers qui se sont enfoncés dans une spirale de la pauvreté alors que d'autres s'enrichissaient et a appelé à l'instauration d'un « contrat de renouvellement urbain et humain ». « Il faut reconstruire cette péréquation horizontale car notre enjeu est un enjeu de justice ». Le quartier et la ville doivent être un lieu d'émancipation, « cela passe par le progrès et par l'éducation pour nous socialistes. J'aimerais que Neuilly ait envie d'avoir du logement social mais tant qu'elle n'en a pas envie, je suis pour qu'on la force et qu'on renforce la loi SRU ».

Djamel Klouche :
« Je me suis toujours révolté contre la politique homogène qui se plaquait sur ces territoires. Il y a des histoires singulières dans ces quartiers, quand on reçoit le dossier Anru il n'y a aucune de ces histoires, à aucun moment un quartier n'existe pour lui-même ».

3^e table-ronde : La ville habitée

La question du logement, la crise et les nouvelles manières de construire, est venue clore le Forum des idées sur la ville. « Cette question tourne sur elle-même de manière assez improductive, a commencé par dénoncer Dominique Perrault, architecte-urbaniste, il y a un objet complexe mais ouvert dont il faut s'emparer de façon affective. Il s'agit de mettre en œuvre une relation entre le logement et la ville qui soit une relation contemporaine. Il faut imaginer des logements, des espaces publics qui soient créés au même endroit, au même moment, définir des territoires urbanisables qu'on identifierait comme des lieux possibles pour créer des logements et mettre ces territoires en réseau. » Ne pas construire en masse, à l'aveugle, au milieu de nulle part, est le premier enseignement de cette table-ronde. « Aujourd'hui la ville est le catalyseur du délabrement de notre République, explique Daniel Goldberg, député de Seine-Saint-Denis, le projet sur lequel nous réfléchissons doit faire en sorte que la ville soit un lieu d'émancipation pour les familles, au niveau de l'éducation, de l'emploi, de la culture et des rencontres ». Jean-Yves Le Bouillonnet,

député-maire de Cachan a également donné sa définition de la ville habitée « habiter cela veut dire exister, cela se traduit par la capacité de retour à l'emploi, de retour à la vie citoyenne, la question du logement doit être abordée sur un registre politique ». Autour de la table avait également pris place Patrick Doutreligne, délégué général de la Fondation Abbé Pierre qui est revenu, avec son franc parler, sur la crise du logement et le sentiment de relégation des habitants des banlieues. « Le marché est une centrifugeuse, plus on est faible plus vite on est éjecté. Il faut répondre au sentiment d'injustice vécu actuellement. Le colmatage ne règlera pas le problème ». Nathalie Perrin-Gilbert, SN au logement a conclu cette dernière table-ronde en rappelant les principales propositions du Parti socialiste en matière de logement, « nous prenons l'engagement de consacrer 2% du PIB au logement, il faudra une loi d'orientation foncière » a-t-elle affirmé. « Les outils législatifs existent, il faut se donner les moyens de les renforcer, une politique du logement se construit avec un budget mais elle doit être stable, et développée sur le long terme ».

PS



Égalité réelle, Le 2 décembre on vote !

L'égalité réelle, c'est notre feuille de route pour les cinq, dix, quinze années à venir pour réduire les inégalités et attaquer les injustices.

C'est un projet crédible et de gauche pour relancer le progrès social en France.

C'est un projet financé grâce aux nouvelles marges de manœuvre que nous dégagerons avec notre grande réforme fiscale (suppression des cadeaux fiscaux et dépenses fiscales créées par la droite, suppression des niches fiscales dont l'utilité n'est pas démontrée, élévation de l'imposition sur les hauts revenus et le capital) et avec le retour de la croissance rendue possible par notre politique.

C'est une méthode renouvelée : l'État stratège et prévoyant. Il s'agit de construire un État social moderne et efficace, garant de la sécurité et de la cohésion sociale, qui agit en partenariat avec les collectivités territoriales, avec le monde associatif et qui respecte totalement la démocratie sociale.

C'est plus de 200 propositions et quatre priorités claires :

Priorité à l'éducation

- Le droit à la scolarité dès deux ans car c'est à cet âge que beaucoup se joue
- L'instauration de la semaine de cinq jours éducatifs
- La mise en place d'une nouvelle carte scolaire pour rétablir l'égalité
- La réduction du nombre d'élèves par classe où cela est nécessaire
- Des études dirigées pour tous avec des enseignants
- Des parcours personnalisés pour donner à tous les enfants leur chance

Priorité à la jeunesse

- Instauration du parcours autonomie avec la création d'une allocation d'études pour les jeunes en formation et d'un dispositif « nouvelle chance » pour les jeunes sortis du système scolaire sans formation

Priorité à la santé

- L'introduction de la rémunération au forfait des médecins et l'encadrement des honoraires libres
- L'aménagement de la liberté d'installation des médecins pour lutter contre les déserts médicaux
- Le renforcement des centres de santé publics, associatifs ou mutualistes partout sur le territoire

Priorité au logement

- L'encadrement des loyers à la relocation pour éviter les hausses excessives
- La construction de 150 000 logements sociaux par an
- Le renforcement de la loi SRU avec un taux porté de 20 à 25% de logements sociaux

Pour découvrir l'ensemble de nos propositions sur tous les sujets abordés (discriminations, égalité femmes hommes, égalité salariale, fiscalité, dépendance, handicap...), rendez-vous sur parti-socialiste.fr.

Pour débattre et contribuer en vue de la Convention du 11 décembre, rendez-vous sur lacoopol.fr.

Pour doter le Parti socialiste d'un projet ambitieux pour la justice et l'égalité, rendez-vous pour voter le 2 décembre